



# **Meeting de Châtelleraut**

## **Discours d'Emmanuel Macron**

28 avril 2017 - Salle de l'Angelarde

Merci à vous ! Merci à vous ! Merci à vous, mes amis, merci d'être là, et je sais que nous sommes suivis dans des dizaines et des dizaines de lieux en France, un peu partout ce soir, et je veux saluer toutes celles et ceux qui aujourd'hui nous écoutent et sont, non seulement de coeur, mais en train de suivre notre discussion et notre échange.

Je veux d'abord m'excuser pour ce retard, lié aux routes et au programme chargé - et j'y reviendrai - que nous avons eu et je suis là surtout pour répondre à toutes vos questions, en particulier sur la ruralité. Et j'ai à coeur qu'on puisse échanger et donc que vous puissiez, ce soir, poser vos questions et que je puisse, de manière très concrète, y répondre. Parce qu'on n'est plus au moment des harangues d'une heure ou deux heures, j'ai fait cela déjà, parfois trop longtemps.

Mais, avant de commencer, je voulais vous livrer quelques convictions, quelques mots sur cette fin de campagne. Le moment que nous vivons depuis dimanche dernier est un moment grave. Nous nous retrouvons là avec une ferveur, une envie de faire et qui vous ressemble. Mais le moment que nous vivons est grave parce que le pays est fracturé, parce que ce deuxième tour n'a rien d'innocent. Rien. Le choix que les Françaises et les Français ont fait dimanche dernier, c'est celui de nous placer en première position. Et cela, c'est notre victoire. C'est la force des progressistes. C'est, justement, la traduction de ce que, depuis le début, nous avons cru et ce pour quoi nous nous sommes battus.

Et dans le même temps, ils ont décidé de porter le Front National au deuxième tour. Ça veut dire qu'ils ont tourné la page de plusieurs décennies de vie politique en France, où deux grands partis étaient traditionnellement en finale, soit les deux soit l'un ou l'autre - et rappelez-vous du traumatisme de 2002 - et où ces deux partis se partageaient la vie

politique française. L'alternance, elle est profonde, radicale, ils ont disparu du champ politique pour ce deuxième tour.

Nous devons donc refonder et refonder dans un contexte inédit. Refonder à un moment profondément grave. Et je le dis parce qu'aujourd'hui beaucoup de femmes et d'hommes dans la vie politique, médiatique - j'entends les commentaires depuis dimanche dernier - n'ont pas réalisé ce qui était en train de se passer. Non, les Françaises et les Français n'ont pas juste eu un coup de colère en ce premier tour et les partis ne vont pas reprendre leurs droits. J'entends certains qui disent "on prépare les législatives, tout ça est à mettre derrière nous" : ils se trompent, ils n'ont pas compris !

Mais de la même façon, non, le parti du Front National n'est pas un parti comme les autres. Ils font non seulement là une erreur, mais une faute politique, morale, grave, profonde. Et le fait qu'aucun front républicain n'ait vu le jour depuis dimanche soir, qu'il y ait une forme de banalisation complète à laquelle tout le monde s'est habitué, tout le monde, que pour la première fois depuis tant et tant d'années, on pointe du doigt ceux qui osent dire qu'ils n'iront pas contre le Front National, et que j'entends certains responsables politiques se glorifier de nous comparer au Front National... Ce qu'il y a aussi dans notre pays, c'est un affaiblissement moral, c'est une perte de repères profonde et cela, nous ne pouvons pas nous y résoudre.

Certains de mes compétiteurs, le soir du premier tour, ont pris leurs responsabilités. Je les ai salués. François FILLON, Benoît HAMON ont été clairs - vous pouvez les applaudir. Depuis ce soir, Nicolas DUPONT-AIGNAN est clair - ne l'applaudissez pas, lui, ne le sifflez pas non plus - mais il manifeste, sans doute les finances d'une campagne présidentielle aidant, la nécessité de s'adosser à un autre parti, il recompose la droite, cette partie-là de la droite.

Quant à Jean-Luc MÉLENCHON, dont je voyais certains des supporters de l'autre côté de la rue, j'ai du respect pour lui, j'en ai eu pour nos débats. Nous avons des profondes différences. Mais il commet deux fautes profondes. La première, c'est de ne pas avoir l'esprit de distinction. Nous avons de nombreux désaccords, profonds, que j'ai toujours assumés, sur la réforme économique et sociale, sur l'école, sur les affaires étrangères, la Russie ou d'autres sujets. Mais nous partageons une chose : c'est d'être attachés à pouvoir débattre de ces désaccords dans un cadre républicain. Et c'est notre vraie différence avec le Front National ! Et il l'a oubliée ! Et c'est une faute grave, lourde !

Sa deuxième faute, c'est de trahir les siens. Parce que nous les connaissons, en particulier dans la région, celles et ceux qui l'ont suivi. Paysans, qui ont longtemps voté avec le Parti communiste, qui sont attachés aux services publics dans la ruralité - j'y reviendrai tout à l'heure -, et qui ont cru dans sa promesse. Ouvriers, eux aussi longtemps dans le droit fil du Parti communiste français, attachés à la solidarité, à la défense des droits des travailleurs. Jeunesse étudiante, dans les villes, cadres supérieurs attachés au sujet écologique qu'il a su porter. Tous ceux-là, ils ont quelque chose à voir avec le "ni-ni" qu'il leur sert ? La plupart d'entre eux se sont battus, ont payé pour lutter contre les extrémismes ! Pour se rappeler, justement, cette vertu morale qu'il est en train d'oublier !

Et donc je vous le dis, ce qui se passe en ce moment est une recombinaison profonde de la vie politique française. Il y a et il y aura durablement une droite réactionnaire qui veut la fin de l'Europe et qui est fascinée par le nationalisme, et jamais ne confondez le

**Seul le prononcé fait foi.**

nationalisme avec les patriotes. Nous sommes les patriotes, ils sont les nationalistes ! Et à cette droite-là, je ne laisserai jamais la France, jamais. Nous nous battons tous et toutes pour bien dire que la France, c'est nous et si ici, c'est nous, c'est notre France, celle que l'on veut, progressiste, ouverte, avec son Histoire, sa générosité.

Il y a ensuite cette force progressiste que nous représentons, avec des femmes et des hommes venant de gauche, du centre, de la droite, qui ont des différences, que je ne nie pas, dont les histoires ne sont pas les mêmes, dont les représentations, les souvenirs, les affections ne sont pas similaires, mais qui partagent des projets communs et une volonté de faire, de réformer le pays pour qu'il soit plus efficace et que nous puissions produire, d'embrasser la transition écologique et numérique, d'assurer l'égalité des droits entre les citoyens, l'égalité entre les hommes et les femmes et l'égalité de tous les citoyens dans la République, attachés à l'égalité des chances par l'école et par le travail, attachés à l'Europe parce que convaincus que la France est plus forte dans une Europe qui protège, en particulier dans la mondialisation.

Cela, quelles que soient nos différences, fait que les progressistes aujourd'hui doivent se regrouper, se rassembler pour pouvoir agir ensemble de manière efficace pour le pays et porter au coeur du XXI<sup>e</sup> siècle ce qu'est l'idée de la République française, sa réalité, sa vitalité au sein de l'Europe. C'est cela, notre projet.

Et enfin, il y a et il y aura durablement un projet contestataire de gauche qui continuera à exister, qui ne veut pas ces changements, qui propose la préservation d'équilibres qui, aujourd'hui, malheureusement, ne sont plus efficaces et qui, prétendant défendre les droits des plus fragiles, décidera de perpétuer un système qui fait que nous avons depuis tant et tant d'années 10% de chômeurs, un quart de nos jeunes au chômage, et qui n'assure plus l'égalité réelle.

Elle est là, la vie politique française et croyez-moi, elle l'est durablement. Et donc, notre responsabilité aujourd'hui, elle est immense. Elle est d'être en capacité de rassembler l'ensemble de nos concitoyens autour d'un projet cohérent, de ne pas nier les différences qui existent entre toutes et tous, mais de faire que ce projet soit plus fort que ce qui nous sépare. De faire que cette responsabilité des progressistes, qui est de faire réussir la France, aujourd'hui, alors qu'elle est profondément fracturée, divisée, dans le doute, c'est notre devoir. C'est le devoir de notre génération quels que soient nos âges. Une génération a eu à reconstruire le pays au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, une génération a eu à libérer l'Europe des grands totalitarismes. Notre génération, elle a à refonder l'Europe, à retrouver le sel de la République et à réconcilier la France avec elle-même, entre les différentes classe sociales, entre les territoires, dans un même projet. C'est cela, notre vocation. Et au coeur de ce projet - et ce seront mes derniers mots -, il y a la réconciliation des territoires et le projet que nous portons pour ce que certains appellent la ruralité, le monde rural, cette France qui n'est pas des villes.

J'entends, depuis dimanche, tant et tant d'analyses. Il y aurait deux France, la France des villes et la France des champs. La France des villes, qui réussit, serait en ma faveur et la France des champs, qui doute, serait derrière Madame LE PEN. Merci d'être là pour témoigner du contraire. Et quand je regarde les villes - on était tout à l'heure ensemble, et j'y reviendrai, à Oradour -, quand je regarde les chiffres des villes moyennes, petites, de la région, nous sommes devant Madame LE PEN, résolument. Nous sommes plus forts et nous sommes bien là. Et il n'y a pas deux France. Si besoin était, un grand syndicat agricole aujourd'hui a montré au Front National le contraire, en

**Seul le prononcé fait foi.**

appelant à nous soutenir et à soutenir l'Europe. Ils ont pris leurs responsabilités. Je les en remercie.

Alors, comment réconcilier les territoires et quel projet porter pour la ruralité? D'abord celui de redonner partout les accès, les mêmes droits. C'est le plus fondamental. Si on va chercher, en effet, au fin fond des communes où on ne capte pas le téléphone et où la fibre n'est pas arrivée, on va sans doute trouver beaucoup de colère. On va trouver, à ce moment-là, du vote protestataire. C'est pourquoi, au-delà de ce qui a déjà été fait, ce que je veux garantir de manière pragmatique, cohérente, c'est un projet d'accès des territoires à la richesse économique, à la mobilité, au développement.

Qu'est-ce que cela veut dire, concrètement? Que dans notre projet, il y aura le développement accéléré de la fibre et de la 3G-4G. Comment ? Eh bien, en réduisant les délais donnés aux opérateurs et en conditionnant l'octroi des prochaines fréquences à l'exécution de leur devoir. Ils auront dix-huit mois, partout sur le territoire, pour déployer la fibre et les antennes-relais de 3G-4G. A l'issue de ce délai, ceux qui n'auront pas été au rendez-vous seront sanctionnés dans les prochains appels d'offres et l'État prendra ses responsabilités pour développer ces infrastructures indispensables pour le développement de nos territoires et pour la vie normale.

Il y a ensuite les accès routiers, autoroutiers, ferroviaires, aériens et portuaires. Sur ce sujet, il y a une tradition normalement, c'est que quand on est en campagne, dès qu'on passe dans un territoire, on fait la liste des promesses et on traîne cette liste ensuite très longtemps quand on a la chance d'être élu, et les gens, au bout de quelques années, reviennent, avec, quelques-uns, la réalisation au rendez-vous, et les autres, beaucoup de déceptions. Et je vais être honnête : on ne va pas rouvrir des aéroports ou des gares TGV dans tous les chefs-lieux de département ou les sous-préfectures de France. Ça n'aurait aucun sens, c'est une promesse intenable et elle ne correspond plus aux besoins contemporains. Par contre, aujourd'hui, partout dans la ruralité - et le très bon travail qui avait été fait par le député DURON il y a quelques années l'avait montré - il y a des besoins, pour être relié au territoire le plus proche, le plus pertinent. Et, à ce titre, je veux que, dès le début du quinquennat, nous puissions avoir une table ronde des infrastructures qui définira le plan quinquennal qui fait que chaque territoire rural isolé sera relié par la voie adaptée, soit la route nationale, soit la deux fois deux voies, soit un tronçon autoroutier, ou un tronçon, à ce moment-là, ferroviaire, à la métropole et la zone économique la plus pertinente pour lui. C'est cela, ce dont nous avons besoin : un projet pragmatique qui sera le fruit d'une concertation avec les territoires et d'un vrai développement. Pour désenclaver les territoires qui sont les plus reculés, qui sont les plus perdus et qui, bien souvent, n'ont pas les mêmes chances de réussir que d'autres.

L'accès, c'est ensuite l'accès aux soins. Et sur ce sujet, soyons clairs : un tiers de nos départements sont des déserts médicaux. Ça n'est pas une situation de justice. Il y a des restructurations qui continueront à être indispensables, on le sait bien, parce qu'aujourd'hui, des hôpitaux dits "de proximité" n'ont plus les professionnels de santé qui permettent de soigner en toute sécurité, sont eux-mêmes déséquilibrés, en crise.

Alors, que ferons-nous ? La première chose : je donnerai plus de pouvoir aux fonctionnaires de terrain pour mieux organiser cette offre de santé et pour permettre de mieux articuler l'hôpital public avec l'offre de santé privée et permettre d'avoir, partout sur le territoire, les professionnels, les médecins, qui soigneront au plus vite. Et donc, dans ces 30% de départements où, aujourd'hui, il n'y a plus une continuité des soins,

**Seul le prononcé fait foi.**

nous recréerons des maisons de santé pluridisciplinaires. Et je m'engage donc, sur les cinq prochaines années, à doubler leur nombre, avec un engagement clair de l'État qui investira sur les infrastructures, les collectivités investiront dans les professionnels de santé, comme elles le font aujourd'hui déjà, et c'est ce qui nous permettra de réinstaller des médecins, des infirmières et des infirmiers, des personnels de santé quelles qu'en soient les spécialités dans les territoires dont ils sont aujourd'hui partis. C'est un engagement ferme. Il est indispensable si nous voulons, sur ce point, répondre à la demande, si nous voulons, sur ce point, enrayer ce délitement progressif de la présence des professionnels de santé partout. Alors, avec cela, nous supprimerons le numerus clausus, nous mettrons en place des dispositifs incitant les jeunes médecins à s'installer dans les zones les plus rurales où on a surtout besoin d'eux.

Et enfin, l'accès, c'est l'accès aux services publics et aux services au public, indispensables, partout dans la ruralité. Et là-dessus, je veux prendre deux engagements simples. Le premier, c'est de continuer le développement massif de ces maisons de services au public, qui permettent de regrouper l'ensemble des services publics qui, aujourd'hui, sinon, disparaissent. Autour, ou de la sous-préfecture, ou du bureau de poste - et je me souviens avec beaucoup de fierté, avec La Poste, d'avoir ouvert la première de ces maisons, dans le Lot, il y a maintenant près de deux ans. C'est cela que nous allons multiplier massivement, pour permettre de continuer le maillage des services au public, partout sur le territoire. Le permettre dans les centres-bourgs, le permettre dans les villages, pour éviter que des services ne s'éloignent, en les regroupant dans un même lieu, en utilisant les personnels présents, en requalifiant parfois et en utilisant la présence physique et le numérique. Certains ont des souvenirs communs sur ce sujet, nous les porterons, nous les développerons !

Mais l'autre aspect, c'est de décider un moratoire sur des fermetures jusqu'alors qui semblaient inexorables. Et je veux être ici très clair avec vous : il n'y aura pas, dans la ruralité, de nouvelles fermetures d'écoles. Il n'y en aura pas. Parce qu'il y a un besoin, parce que la ruralité est attractive aujourd'hui et elle l'est de plus en plus, et parce que bien souvent ces fermetures donnent lieu ensuite à des frais de transport scolaire, à des recompositions, font échouer des communes qui étaient en train, justement, de reconstruire leur propre attractivité. Et donc sur ce sujet, je suis clair, ça fait partie des engagements que je prends en matière scolaire et nous irons au bout. Ça, c'est pour l'accès et notre ruralité en a besoin.

La deuxième chose, avant de répondre à vos questions, sur laquelle je voulais insister, c'est de libérer. De libérer. Les territoires ruraux ont besoin d'initiatives, ont besoin d'être libérés d'un carcan qui, aujourd'hui, est un frein pour eux, qui les empêche d'aller suffisamment loin, d'innover comme ils le voudraient. Que ce soit pour les paysans, que ce soit pour les commerçants, pour les artisans ou les entrepreneurs. Libérer la ruralité, ce sera le deuxième pilier de notre politique en faveur de nos territoires.

Comment ? D'abord, pour tous les commerçants et les artisans, en supprimant le RSI, parce que nous avons besoin, très clairement, de simplifier la vie des commerçants, des artisans, des indépendants qui, aujourd'hui, subissent les tracasseries, les encombrements d'un régime social qui n'est pas adapté à leur quotidien. Ils garderont, au-delà des allègements de charges dont ils bénéficient, les neuf points d'allègement de charges que je me suis engagé à faire et que je mènerai dès le début du quinquennat.

Pour les paysans - parce que j'aime ce mot et je le revendique -, pour les paysans, nous aurons, là aussi, une politique volontariste. Et volontariste comment ? D'abord, en France. Je veux que les agriculteurs en France puissent vivre dignement du prix payé, ni plus, ni moins. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'on ne peut plus avoir un prix d'achat qui est inférieur au coût de production pour un agriculteur, c'est une aberration. Et elle est due à quoi ? À la volatilité des prix et au fait que, aujourd'hui, nous avons des milliers d'agriculteurs, quelques transformateurs, quelques très rares distributeurs et soixante millions de consommateurs. Et donc nous devons, dans chaque filière, rouvrir une vraie négociation, un vrai contrat de filière où les agriculteurs seront représentés par les organisations de producteurs qu'il faut renforcer pour pouvoir défendre leurs droits et construire un prix juste. Un prix qui récompense le travail et l'investissement. Et partout où ce prix ne sera pas juste, l'État interviendra, se réserve le droit de suspendre la loi de modernisation de l'économie et de mieux répartir la valeur ainsi créée. C'est une nécessité pour notre agriculture et nous irons au bout d'une telle politique.

Et je veux, ensuite, que nos agriculteurs soient accompagnés quand ils veulent investir, développer, moderniser. C'est pourquoi j'ai décidé que nous aurons un plan d'investissement agricole de cinq milliards d'euros, qui permette à tous les exploitants agricoles, pour moderniser, pour développer des circuits courts, pour transformer l'exploitation, d'être aidés à l'investissement par l'État.

Enfin, ils ont besoin d'être aidés lorsque les circonstances vont mal. Et je veux, ce soir, avoir un mot tout particulièrement pour les exploitants agricoles dans la viticulture, l'arboriculture, qui sont frappés depuis des semaines et, encore ces derniers jours, par les aléas climatiques. Il y a des pertes massives chez nombre de nos agriculteurs, des pertes qui seront extrêmement dures pour cette année : je veux, ce soir, avoir un mot de solidarité pour eux. Et je veux dire que l'État, si je suis élu, sera au rendez-vous pour, bien évidemment, les accompagner au-delà de ce qui a été prévu, parce que les pertes sont colossales, dans certaines régions.

Et donc, pour aller au bout de cette logique de protection, on a besoin de l'Europe. Il faudra renégocier la PAC en 2020. Et sur ce sujet, je veux prendre ici un engagement clair : je négocierai, filière par filière, les protections qui permettront de garantir les mécanismes adaptés pour les agriculteurs, en cas, justement, de volatilité des prix, de baisse des prix, d'attaque d'un concurrent extérieur. C'est l'Europe qui protège, celle dont nous avons besoin, celle dont nos agriculteurs ont besoin !

Cette ruralité, celle que nous voulons, c'est une réalité d'initiatives, une réalité qui invente, qui innove, qui se libère, qui, dans les centres-bourgs, crée, développe de l'activité, qui, par l'agriculture, par les services environnementaux, par les activités associatives, qui font aussi le monde rural, se développe. Et je veux ici rendre aussi un hommage à toutes les associations qui tressent, maillent, ce monde de la ruralité. Aux chasseurs, aux familles rurales, à toutes les associations qui, dans la ruralité, ont cette vitalité, qui font le quotidien, qui transforment la vie et qui marquent ces solidarités sans lesquelles nos campagnes ne seraient pas là. Pourquoi ? Parce que nous avons la ruralité ambitieuse, conquérante, c'est cela, ce qui nous caractérise.

Et c'est là-dessus que je veux conclure, mes amis. Nous avons un projet pour la ruralité. Il est là. Il est cohérent avec celui que nous portons pour le reste du pays. Et il ne ressemble en rien à celui du Front National. Dans votre région, depuis le début de l'après-midi, j'ai parcouru ces terres rurales. Nous étions ensemble, à quelques-uns, à

**Seul le prononcé fait foi.**

Ouradour, au coeur de nos campagnes. C'est l'Histoire, et sa marque indélébile, qui est portée. La ruralité, elle a vécu la blessure des extrêmes. La ruralité, elle a vécu dans sa chair ce qu'est le nationalisme et sa bêtise odieuse. C'est cela, le visage de la ruralité française.

**(Public :** “Non, elle ne peut pas venir, LE PEN “!)

Elle ne doit pas venir. Ne dites pas “elle ne peut pas”, elle pourra toujours. Mais elle ne doit pas venir.

Et puis, on était ensuite, à quelques-uns, à Montmorillon, avec Jean-Pierre RAFFARIN, autour d'un magnifique projet pour la gastronomie française, dans nos territoires et dans un petit village, où un grand projet va se faire. Avec un grand chef français, Monsieur ROBUCHON, dans un village de votre région, avec un vrai patrimoine culturel, parce qu'il y a des porteurs de projets, des élus ambitieux, des entrepreneurs. Avec, savez-vous quoi ? Des capitaux chinois. Des capitaux chinois. Des dizaines de millions d'euros qui vont être investis là. Eh bien, c'est tout le contraire de la France que veut madame LE PEN. La France ouverte au reste du monde qui porte ses talents à l'international, qui sait attirer des investisseurs du bout du monde, pour investir dans ses campagnes ! Oui, notre ruralité à nous, elle est conquérante, elle est triomphante, elle est ouverte et elle réussira !

Alors mes amis, je vous le dis : le projet que nous portons, le projet qui doit gagner le 7 mai, c'est aussi un projet pour la ruralité, c'est aussi un projet pour toutes nos campagnes, pour nos artisans, nos commerçants, nos agriculteurs, nos enseignants, nos entrepreneurs, nos retraités, nos communes, qui permettra de réussir en étant fiers de ce que nous sommes ! Vive la République et vive la France !

Maintenant, je réponds à toutes vos questions. Allez-y !

**Public :** Michel DELPONT de Bergerac : je suis dans le monde du vin, exploitant et négociateur en centrale d'achat, et justement ça touche la ruralité parce qu'en fait, la valeur ajoutée a échappé à l'agriculture. J'ai passé toute ma vie à négocier avec ces centrales d'achat et donc j'avais un grand espoir sur le Grenelle de l'alimentation. Comment ça va se passer et comment on va pouvoir rétablir et rééquilibrer ces marges pour donner vitalité à la viticulture ? Merci.

**EM :** Alors, le Grenelle de l'alimentation, d'abord, je vais vous le dire très honnêtement : je ne vais plus l'appeler “Grenelle”. Parce que j'ai noté que ça crée quelques tensions et incompréhensions chez certains, donc on va appeler ça des “états généraux de l'alimentation”. Ça renvoie à une Histoire collective qui est à la hauteur du moment.

Plus sérieusement, ce que je veux que nous fassions, dès le début du quinquennat, c'est mettre autour de la table les producteurs, les transformateurs, négociants, etc., les distributeurs, les associations de consommateurs et toutes les parties prenantes de la chaîne de valeurs - y compris, d'ailleurs, sous-traitants - pour que nous puissions, justement, définir des objectifs communs là où, aujourd'hui, nous sommes collectivement schizophrènes. Tout le monde veut bien manger, mais bien manger en ne payant pas le prix. Tout le monde est pour développer - je crois que c'est la question d'après - une agriculture qui soit encore plus environnementale, respecter, justement, ces critères-là - les agriculteurs le veulent en premier, parce que c'est leur obsession -

mais encore faut-il rétribuer justement ces missions. Donc on a, aujourd'hui, des incohérences multiples quand on regarde la chaîne de l'alimentation.

Et donc moi, je veux qu'on se mette tous autour de la table avec un objectif simple. Un, je veux que la France soit souveraine et même exportatrice, sur le plan alimentaire. Je ne veux pas voir des filières disparaître sous prétexte qu'on ne sait pas payer le juste prix, sous prétexte qu'on ne sait pas rémunérer les agriculteurs ou les transformateurs qui font bien leur métier mais qui sont balayés par les incohérences, justement, du système actuel. Et je veux qu'on récompense celles et ceux qui innovent et qui font bien. Donc le but de ce Grenelle c'est, filière par filière, de se mettre autour de la table, donc de ces états généraux, de se mettre autour de la table et de regarder comment on construit la valeur ajoutée. Et, de manière très concrète, c'est de répondre à la problématique qu'on a vécue sur le lait. Le lait, on a encore aujourd'hui des producteurs qui ne couvrent pas leurs frais fixes avec le prix auquel ils le vendent à la coopérative. C'est infernal ! Et donc on doit construire un prix final qui est cohérent avec leur prix de production et donc avoir des mécanismes de garantie pendant un temps si besoin était, et avoir une vraie discussion avec les distributeurs pour qu'ils protègent la production française. Et on peut le faire en étant conforme au droit européen. Rien ne l'empêche. Simplement, il faut pouvoir soit signer ce qu'on appelle des contrats de filière, soit suspendre la loi de modernisation de l'économie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Certaines filières ont su le faire - les fruits et légumes, qui ne sont pas soumis, d'ailleurs, à la loi de modernisation de l'économie. Donc c'est ça, ce que je veux faire dans ces états généraux, pour que les producteurs puissent vivre dignement.

Il y a un deuxième sujet qu'on va regarder de près dans ces états généraux - et j'ai dit que je le porterais sur la table dès le premier Conseil européen - c'est le sujet du travail détaché. Et ça, on sait qu'il y a un vrai problème dans certaines filières. Comme vous avez évoqué la viticulture, ça touche la viticulture dans certaines régions, ça touche les fruits et légumes : on a aujourd'hui de la concurrence déloyale à cause du travail détaché illégal. Et donc il faut à la fois renforcer les contrôles - j'ai porté une loi qui permet de le faire, et plusieurs dans cette salle l'ont votée ou ont soutenu ces mesures. Mais au-delà de cela, il faut maintenant qu'on contraigne davantage l'utilisation du travail détaché, en particulier dans les filières agricoles, et je pense aux fruits et légumes.

Alors attendez : qui a le micro ? Parce que la personne qui a le pouvoir, c'est celle qui a le micro. Alors, c'est vous. Qui demande...? Oui, alors il y a une question là et puis après on tourne, faites attention d'alterner.

**Public** : Bonjour monsieur MACRON.

**EM** : Bonsoir.

**Public** : Je vais changer un petit peu de sujet. Je suis désolé, vous n'êtes pas là ce soir pour ça, mais je ne vous ai pas entendu non plus parler encore ce soir du handicap. Moi, j'ai eu un accident en 1994, la France m'a permis de me reconstruire. J'ai réussi à réaliser mes rêves. Mais aujourd'hui encore, beaucoup trop de personnes sont restées sur le côté, restent sur le côté, surtout nos enfants. Nos enfants en situation de handicap qui ne peuvent pas accéder à l'école parce qu'ils n'ont pas d'auxiliaire de vie. Et ça, c'est simplement juste inadmissible et juste, je voudrais savoir, une fois que vous allez être au pouvoir, vous allez être président de la République, à quel moment vous allez mettre en place ces mesures pour ces auxiliaires de vie, et surtout que toutes les

**Seul le prononcé fait foi.**



personnes handicapées puissent vivre du fruit de leur travail, qu'elles ne soient pas dépendantes de la société. Parce que ça, ce n'est plus possible. Merci.

**EM** : Merci beaucoup. Alors, vous avez raison de le dire : il y a une très grande variété de situations. J'ai pris plusieurs engagements sur le handicap. Il y en a un qui sera fait tout de suite : c'est, en effet, de créer les postes, et surtout de pérenniser les postes d'auxiliaires de vie scolaire qui aujourd'hui manquent et font qu'on a plusieurs milliers de jeunes qui n'ont pas accès à l'école et qui doivent ou rester chez eux ou rester ensemble. Ce qui, un, est parfois plus coûteux pour les finances publiques, quand ils sont obligés de rester dans un centre et qu'ils ne peuvent pas être scolarisés et deux, est profondément injuste, puisque c'est la double peine : ils ne peuvent pas suivre une scolarité normale en devant rester à la maison. Il y a presque quatre-vingt mille personnes qui sont sans solution. Des personnes qui sont en situation de handicap. Ce sont soit ces enfants, soit les personnes qui, pour des questions de mobilité, ne peuvent pas accéder à un travail, soit des personnes qui ont un handicap plus lourd et qui ne peuvent pas accéder à un centre parce qu'on n'a plus de places aujourd'hui disponibles. On ne réglera pas tout de suite - et l'autisme fait partie de ces sujets-là, madame, je vous entends m'interpeller... Non, non, il n'y a pas de légèreté, Madame...

**Public** : ... parce que ces jeunes adultes, qui n'ont plus de place, sont dans des IME qui ne sont plus adaptés. Automatiquement, ces jeunes adultes-là régressent, mais quand je dis "régesser", c'est vraiment le terme. Voyez, arriver presque à l'état, j'allais dire un peu comment dire, végétatif. Et là, c'est un problème énorme pour la famille et pour les centres. Et je voudrais bien, Monsieur MACRON, que vous fassiez quelque chose pour ces enfants-là, pour cet handicap-là aussi, s'il vous plaît.

**EM** : Alors je vais vous dire les choses dans le bon ordre. D'abord, ce qu'on fera en priorité, c'est développer les auxiliaires de vie scolaire, c'est pour moi la priorité des priorités, parce que c'est ce qui permet à tous les enfants qui aujourd'hui sont en centre et qui pourraient aller en école d'aller à l'école et donc de libérer des places dans des centres. Et c'est ce qui permet de suivre une scolarité normale et ensuite beaucoup plus facilement d'avoir un accès au monde du travail normal. Donc ça, ce sera ma priorité, je le ferai dès le début. Ensuite, le cas que vous citez, madame, c'est déjà un progrès par rapport à ce qu'on connaissait il y a vingt ans. Le cas que vous citez, les cas que vous citez, c'est ce qu'on appelle les amendements CRETON, parce que c'est ce qui permet, passé l'âge, de rester dans les centres pour enfants. Parce que, jusqu'à cet amendement-là, les enfants, à dix-huit ans, étaient renvoyés chez eux. C'étaient des drames humains terribles. Et parce qu'il y a eu la mobilisation de cette personnalité publique qui connaissait cette situation, on a déjà pu un peu la corriger. Ce qui est un immense progrès. Mais vous avez raison, j'ai visité des centres pour enfants autistes où j'ai vu aussi des adultes qui avaient vingt, vingt-et-un ans et qui restaient là. Et donc la clé, c'est de développer des centres et d'éviter que des familles soient obligées aujourd'hui d'aller en Belgique ou ailleurs pour mettre leurs enfants ou des adultes dans des centres extérieurs. Ça, ça suppose un investissement. Donc il y a, dans le plan d'investissements qu'on a prévu, cinq milliards pour la santé, dans le cadre desquels il y aura ces structures. Mais ça va prendre aussi du temps. Nous allons nous y atteler, c'est dans le projet, mais ce ne sera pas réglé du jour au lendemain parce que c'est très dur et très compliqué.

Tout ça pour dire qu'il y aura une réponse parce qu'il y aura un parcours qu'il faut créer pour les personnes en situation de handicap. Ce sont des parcours qui permettent justement, progressivement, d'avoir la vie la plus normale possible : par l'école, ensuite

**Seul le prononcé fait foi.**

l'entreprise adaptée, etc. Et pour ceux qui sont dans des situations plus lourdes, dans des centres. Ensuite, l'idée, c'est d'avoir une stratégie pour le handicap et une personne qui la porte, et qui la porte de manière transversale, au plus près du décideur. Et donc, ma volonté sur le handicap, c'est d'avoir un secrétariat d'État directement rattaché auprès du Premier ministre et de le sortir de la Santé. Et c'est mieux comme ça. Oui venez, alors allez-y !

**Public** : Donc, je suis paysan...

**EM** : Après, il faut des dames parce que nous ne sommes pas paritaires dans les prises de parole.

**Public** : Bonjour, Jean-Luc LASSOUDIÈRE, je suis paysan en Charente, viticulteur, bouilleur de cru, président d'une association et animateur d'un comité En Marche ! Je suis également membre du bureau de la FNSEA et j'adore ce monde rural, vous ne pouvez pas savoir combien je l'aime : ce sont des gens extraordinaires ! Par contre, pour y vivre... J'adore aussi ce que vous faites. Bon, pour bien comprendre, les paysans, on a besoin de retrouver de la dignité. Dans les campagnes, ce qui est dur, c'est que nos enfants, peu restent à l'agriculture même si les miens y restent. Peu restent à l'agriculture. Bon, restent les anciens, restent les – moi, je suis président d'une association de l'accompagnement de gens du voyage – enfants des gens du voyage. Reste l'assignation à résidence, et donc il faut remettre de la richesse dans les campagnes. Et ce que je sais, c'est que pour que la campagne et l'agriculture vivent mieux, donc, il y a les quatre centrales d'achat qu'il va falloir un petit peu compresser, parce que là, elles nous font pisser le sang, c'est sûr. Ces centrales d'achat nous compliquent trop la vie, par rapport à la valeur de nos prix, pour tout ce qui est... Moi, je ne suis pas éleveur mais je connais - je suis apiculteur par contre -, mais je connais tous les problèmes de l'élevage. C'est très compliqué pour eux, très très compliqué : le lait, la viande, même si les moutons et les chèvres s'en sortent un petit peu mieux. Mais par contre nous, les paysans, ce qui nous permet de faire de la valeur ajoutée en plus, ce sont les énergies renouvelables et le durable. Aujourd'hui les gens, ils veulent des énergies renouvelables, on peut faire de la méthanisation, on peut faire de la biomasse, on peut faire du photovoltaïque, on pourrait faire ensemble des parcs participatifs d'éoliens ou avec les voisins, les coopératives, les banques. Ensemble, on serait partenaire de ce parc, alors on serait distributeur de la valeur ajoutée plutôt que d'avoir uniquement la location du pilier - qui est très bien. De chez moi, je vois cent éoliennes, j'en ai dans mes vignes, je passe, elles ne les ont pas empêchées de geler soit-dit en passant mais ce n'est pas grave. Par contre, je ne les vois jamais : ce sont de beaux monuments, ça ne gêne personne. Il a fallu que l'on se batte avec des associations qui sont venues de la ville pour nous dire qu'il ne fallait pas les construire et nous ont mis les projets au tribunal administratif. Un jour, on les a attrapées par le fond de culotte et on les a renvoyées chez elles, mais enfin ça a quand même traîné sept, huit ans avant qu'on les monte. C'est ça qui ne va pas. Il faut qu'on puisse faire des projets ensemble, on a des idées et si on remet de la valeur ajoutée à travers les énergies durables dans les exploitations, vous verrez que les exploitants, ils changent. Ils se remettent en question, tout ! Leur agronomie, tout, on se parle, on vit ensemble et on apprend à faire ensemble. C'est ce que nous manque, chacun est de son côté avec ses galères. Merci !

**EM** : Je partage totalement. D'un mot, parce que ce n'était pas vraiment une question mais d'un mot. Je suis tout à fait d'accord qu'on va créer de la valeur ajoutée et on va permettre à des agriculteurs de vivre grâce aux services environnementaux. C'est déjà

le cas d'ailleurs dans beaucoup de filières. Les pays voisins, et donc vos concurrents, sont parfois en avance sur ce sujet et on a des éleveurs en Allemagne, aux Pays-Bas qui vivent davantage de la production énergétique que de la vente de la viande. Il faut voir dans quel monde on est et donc il y a une vraie transformation de ce qu'est l'activité agricole aujourd'hui et qui gagne plus, justement, en ayant développé des méthaniseurs ou autres, qu'en vendant la viande elle-même. Donc cette transformation, elle va se faire. Il faut l'accompagner, et votre prise de parole, elle vaut je dirais, davantage que toutes les déclarations à l'encan que j'aurais pu faire. C'est qu'il faut, là aussi, réconcilier des mondes qui s'opposent. C'est que les agriculteurs ne sont pas les ennemis des services environnementaux et réciproquement. Ils en sont les co-porteurs. Et c'est pourquoi, dans notre projet, il y a l'idée de rémunérer davantage les services environnementaux qui sont faits par les agriculteurs avec une enveloppe de deux cent millions d'euros qui permettra, au-delà du plan d'investissement, d'accompagner ces projets et de rémunérer certains services qui sont faits par les agriculteurs pour l'environnement dont on a besoin et qui doivent faire partie, justement, de leur activité. Et puis les projets d'investissement agricole que j'évoquais sont aussi des projets de méthaniseurs, etc., qui permettent le développement de l'activité et une plus grande rentabilité. Donc la réconciliation de ces deux mondes, elle est elle aussi en marche ! Mademoiselle, là-bas !

**Public** : Bonsoir Monsieur Macron, je suis irakienne kurde, j'habite ici à Châtellerauld, même je n'ai pas le droit de voter mais je vous soutiens à 100%. J'ai une question : avez-vous l'intention dans votre plan ou votre agenda de trouver une solution pour mon pays l'Irak qui est en guerre depuis 2003 ? Avec vous et bon courage, merci ! Et après, je voudrais prendre une photo avec vous, please, merci !

**EM** : D'accord, engagement pris ! Sur l'Irak, qui est un sujet autrement plus compliqué et dont le destin est aujourd'hui lié, qu'on le veuille ou non, à celui de la Syrie voisine, puisque la coalition d'ailleurs intervient sur les deux pays pour éradiquer les mouvements terroristes. Il y a aujourd'hui une transition politique qui est en place, le principal problème de l'Irak, c'est d'éradiquer les groupements terroristes islamistes, c'est ça, ce qui déstabilise un régime qui s'est réstabilisé, qui a retrouvé un équilibre politique après la destitution donc il y a plusieurs années, d'un dictateur qu'on avait mis à bas. Et donc, pour moi, l'enjeu irakien, il est double. Le premier, c'est supprimer tous les mouvements terroristes qui fragilisent le régime, qui le divisent et qui menacent les populations. Et c'est ensuite de créer la paix dans la zone irako-syrienne et donc d'avoir une sortie de crise politique durable en Syrie. Ce qui veut dire, pour la France, continuer à intervenir par le biais de la coalition pour lutter contre tous ces groupements terroristes dans les deux pays, le faire de manière implacable et intervenir également contre celles et ceux qui utilisent des armes chimiques - en l'espèce, Bachar EL ASSAD. La deuxième chose, c'est de construire une initiative qui est, elle, politique et diplomatique et qui ne peut pas être militaire parce qu'en Irak, la réponse, elle n'est pas militaire, elle est politique et parce qu'en Syrie, si on fait la même bêtise que celle qu'on a faite en Irak, on aura le même problème. C'est qu'on destituera certains tyrans mais pour créer le désordre complet et laisser monter des groupements terroristes ou l'absence de règles complètes. Et donc là, c'est mettre tout le monde autour de la table, d'avoir, au-delà de ce que l'Iran et la Russie ont commencé, qui est insuffisant, à Astana, une vraie initiative politique avec l'ONU autour de la table, les États arabes, l'ensemble des parties prenantes pour stabiliser la région. On a besoin donc d'une action militaire contre les terroristes et on a besoin d'une action diplomatique multilatérale pour la stabilisation politique.

**Public** : Une question rapide : que comptez-vous faire pour l'égalité professionnelle femmes/hommes aussi bien en zone rurale que dans les métropoles, et surtout dans nos quartiers sensibles ?

**EM** : Vous êtes influencée par Madame la Députée COUTELLE, ce n'est pas possible, qui porte ce sujet avec beaucoup de talent et d'entrain. Sur ce sujet, j'ai été clair. D'abord, il y a les éléments symboliques et d'engagement. L'égalité hommes/femmes, j'en ai fait la cause nationale du quinquennat parce que ce n'est pas un sujet accessoire, parce que c'est un sujet de vraies injustices, de vraies inégalités, qu'elles soient d'ailleurs liées aux problèmes de sécurité, d'égalité salariale, de représentation et parce que c'est une façon de ne pas faire vivre la société, quand il y a une inégalité entre les hommes et les femmes. Parce que l'on se prive de ce qu'est la société dans toute sa richesse et dans toute sa force. Donc, grande cause nationale. Deuxième point, je l'ai dit et le confirme là-dessus, il y aura un ministère plein et entier des Droits de la femme, engagement que j'ai pris, il y a quelques mois.

Ensuite, de manière très concrète, qu'est-ce que je veux faire, au-delà de ce qui a été fait de l'application des lois ? Avoir une politique très volontariste de lutte, justement, contre les violences faites aux femmes. Et ce sera l'un des objectifs de la police de sécurité quotidienne qui sera très présente dans les transports. En particulier dans les agglomérations, parce qu'aujourd'hui, lorsque vous interrogez des femmes – je pense à la région Ile-de-France – 100% d'entre elles disent qu'elles ont été harcelées ou ont subi des violences dans les transports. Donc là-dessus, c'est une priorité, on doit en faire un des objectifs de cette police de sécurité quotidienne qui sera une police des transports.

La deuxième chose, c'est dans le travail. Le vrai sujet de l'égalité salariale doit être décomposé : quand il y a de l'inégalité salariale pour un emploi comparable, cela relève aujourd'hui du droit, il doit y avoir une pénalisation, ce sera un des objectifs principaux de l'Inspection du travail avec d'une part des vraies sanctions à la clef et d'autre part, l'affichage des mauvais élèves. Je pratiquerai, sur ce sujet, ce que l'on appelle en anglais le name and shame, parce qu'il n'y a que ça qui marche. Je l'ai fait comme ministre sur les délais de paiement, il n'y a rien de plus dissuasif. Elles sont prêtes à payer des amendes, parfois, les entreprises ; le jour où vous dites à tout le monde qu'elles sont de mauvaises élèves sur le sujet, c'est très dissuasif.

Ensuite, je veux en faire un sujet - l'inégalité hommes/femmes - du dialogue social dans l'entreprise, je veux, vous le savez, réformer et donner plus de place à l'accord d'entreprise et de branche et je veux que le sujet de l'égalité hommes/femmes soit un sujet obligatoire de la négociation. Pourquoi ? Parce que la vraie inégalité salariale, elle se construit dans les inégalités de promotion et dans les inégalités dans le rapport au temps de travail partiel subi. Et donc à la fin, on dit "elles ne touchent pas la même chose, bah oui, parce qu'il y a beaucoup plus de femmes en temps partiel". C'est très hypocrite ! Et donc, ça, on ne peut le voir et le corriger que dans le dialogue social dans l'entreprise, que si les partenaires sociaux se saisissent du sujet de manière obligatoire, en rendent compte annuellement et défendent ces intérêts. Et ça, c'est un axe que je développerai aussi fortement.

Enfin, je veux faire quelques mesures techniques : la première sur le congé maternité/ congé paternité, enfin les congés parentaux pour égaliser justement ces droits afin d'inciter davantage les hommes à les prendre et enfin, c'est une petite réforme fiscale mais qui n'a rien d'innocent - et je dis "petite" par malice -, c'est de permettre à tous les

**Seul le prononcé fait foi.**

couples, quand ils le souhaitent, d'individualiser leurs revenus. Et ça, ça paraît anecdotique mais c'est très important parce que dans un couple, comme je le disais, puisque les femmes sont beaucoup plus sujettes au temps partiel subi, les salaires des femmes sont bien souvent inférieurs. On est dans un couple où l'homme est cadre, la femme a un petit salaire, on sait très rapidement comment tourne la discussion : l'homme dit à sa femme "est-ce que ça vaut vraiment la peine que tu travailles, parce que quand je regarde les gardes d'enfants et ceci, tu ferais mieux d'arrêter de travailler". Et c'est comme ça que l'on décide d'arrêter de travailler. Parce que le couple paye un taux d'impôts qui consolide les deux revenus. Eh bien, j'ouvrirai la possibilité pour tous les couples, qu'ils soient de sexes différents ou de même sexe, de par la loi, de choisir et de pouvoir séparer les impositions, même quand on est marié. Ce qui fait que beaucoup de femmes qui ont des salaires plus petits que celui de leur conjoint, eh bien, pourront continuer à travailler en ayant un taux d'impôts qui baissera et qui récompensera pleinement leur travail. C'est très important, là aussi, pour l'égalité.

Public : Bonjour, je suis lycéen. Je sais que vous voulez réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité et passer à 50% d'énergies renouvelables. Comment comptez-vous le faire et voulez-vous développer l'énergie éolienne, hydraulique et solaire ? Pour finir, j'aimerais prendre un selfie avec vous si c'est possible là.

**EM** : Vous vous mettez en groupe. Bon, sur ce sujet-là, comment faut-il faire ? Il faut lancer les appels à projets pour augmenter la part des renouvelables. On baissera de 75% à 50% à horizon 2025 la part du nucléaire dans notre mix énergétique, si on ferme au fil de l'eau des centrales considérées comme trop vétustes ou qui ne sont pas secure et si on développe alternativement, justement, ces énergies renouvelables. On a l'ensemble des énergies renouvelables, alors si on regarde les choses, lesquelles sont dans le prix, lesquelles ne le sont pas ? L'hydraulique est très rentable, il faut continuer à le développer. On a un grand opérateur qui est EDF, avec les collectivités locales qui auront un rôle croissant. C'est très important, on continuera à développer l'énergie hydraulique. Le solaire et l'éolien onshore sont rentables maintenant, et de plus en plus rentables. Leur prix est en train de rejoindre le prix de marché, on va donc continuer à les développer massivement et là-dessus, il y a des appels à projets qui sont prévus. L'engagement que j'ai pris, c'est, dans la première année du quinquennat, de lancer tous les appels à projet en renouvelable. Pourquoi ? Parce que c'est ça qui permet de faire un choc d'offre et de vraiment décoincer, déverrouiller pleinement l'investissement privé. Parce qu'on ne parle pas là d'investissement public, d'argent public. Ce sont des appels à projets d'investissement privé. Le public, lui, garantit des prix pendant un temps. Et si on arrive à avoir un vrai choc en créant des capacités qui permettent d'entraîner des innovations sur l'éolien et le solaire, très rapidement, on aura des prix subventionnés qui rejoignent et qui avoisinent les prix de marché.

Ensuite, on a l'éolien offshore et les énergies marines, marée motrice. Là, c'est aujourd'hui un peu plus coûteux mais on doit continuer à développer l'innovation et la technologie. Je pense à la Rochelle et à tout ce que l'on a au large, puisque tu es là. C'est très important là aussi en termes d'attractivité, justement, de nos fronts de mer et de la capacité à créer de nouvelles activités et ça, c'est vrai sur toutes les côtes françaises. Et donc là, on a des appels à projets qui sont également prévus mais qui nécessiteront plus de subventions publiques dans les années à venir, parce que l'on est plus loin du prix de rentabilité. Donc, ça, c'est le premier pilier : développer, lancer ces trente milliards d'investissement privé.

Ensuite, il y a un volet d'investissement public. On va continuer d'une part à subventionner les prix et à lancer plusieurs initiatives : c'est dans le volet des 50 milliards d'investissement. Et enfin, il y a la fermeture de centrales, qui dépendra de l'avis que rendra l'Autorité de sûreté nucléaire. Normalement début, mi-2018 parce que c'est cette Autorité de sûreté nucléaire qui définira les centrales qui sont trop vétustes et qui ne doivent donc plus continuer à fonctionner. C'est l'ensemble de cette politique qui permettra de baisser justement la part du nucléaire dans la production de notre énergie et en particulier du mix électrique. Alors, je vais prendre une question qui est envoyée par une de nos salles.

**[Question de Jacqueline G. : Monsieur Macron, est-il vrai que vous comptez taxer les « loyers fictifs » ?]**

**EM** : Alors, non. Non, alors ça, cette campagne nous aura beaucoup appris. C'est assez terrible. On passe beaucoup d'énergie à se battre contre des fausses rumeurs, des idées parfois abjectes sur le plan personnel et des fausses idées sur le plan politique. Et donc, nos amis plutôt de l'extrême droite ont lancé, continuent dans les réseaux, à faire croire – ce ne sont pas nos amis, ça c'est vrai – qu'on va créer des loyers fictifs. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ce qu'ils avaient en tête, c'étaient des papiers théoriques qui disaient qu'une fois qu'on est propriétaire de son logement, comme on n'a plus à rembourser un emprunt, l'État va créer une espèce de loyer fictif en prélevant un impôt en plus. Donc, je vous le dis très clairement : non, non et non ! Dans notre projet, il n'y a pas cela et dans les cinq ans à venir, il n'y aura aucune augmentation de la fiscalité sur l'immobilier et la propriété immobilière. Je ne peux pas être plus clair. Une autre question dans la salle ? Alors allez-y, sur les fonctionnaires.

**Public** : Bonsoir M. Macron...

**EM** : J'ai compris, je vais répéter, pour tout le monde, votre question. Il y a deux questions, c'est comment on fait pour supprimer 120 000 postes de fonctionnaires pendant le quinquennat, parce que c'est à peu près la même chose qu'entre 2007 et 2012 ? Et la deuxième question, c'était comment on fait pour revaloriser les carrières. D'abord on est dans une situation qui est très différente de 2007-2012. 2007-2012, il y a 240 000 fonctionnaires qui partaient à la retraite. Les trois fonctions publiques confondues. Il y a eu le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux.

Dans le quinquennat qui vient, il y a un peu plus de 500 000 fonctionnaires qui partiront à la retraite. Ça n'a rien à voir. C'est irresponsable de dire aujourd'hui : je remplacerai tous les postes. Honnêtement, je vous le dis très franchement, je serais irresponsable. Pourquoi ? Parce qu'il y a un changement technologique, parce que la productivité n'est plus la même, parce qu'on ne va pas répliquer tout, sachant que dans la fonction publique, ce sont des postes à vie. Chaque fonctionnaire, en tant qu'État ou Sécurité Sociale ou collectivités, que vous embauchez, vous l'embauchez jusqu'à la fin de sa carrière: il faut avoir ça en tête. Est-ce qu'on pense qu'il faut remplacer tous les postes de fonctionnaires partout en France aujourd'hui, pour les cinquante ans qui viennent ? Non, ce n'est pas vrai. Donc ce serait démagogique de vous dire ça.

De la même façon, j'avais un désaccord avec François FILLON qui, lui, proposait d'en supprimer 500 000, c'est-à-dire il proposait de supprimer, de fait, tous les postes de fonctionnaire partant à la retraite. J'avais un désaccord avec lui, je lui ai dit que ce n'était pas possible parce que c'est infaisable, parce que ça concernait aussi la fonction

publique hospitalière, ce n'est pas jouable. Donc je pense que j'ai une proposition médiane, qui est réaliste. Comment on le fait?

Je propose de ne pas renouveler 120 000 postes sur les 500 000 départs : à peu près 50 000 dans la fonction publique d'État et à peu près 70 000 dans la fonction publique territoriale. Ce sont des ordres de référence, pourquoi ? Parce que ce n'est pas moi, demain, si je suis élu président de la République, qui vais définir les postes non renouvelés dans la fonction publique territoriale. De par notre Constitution, ce sont les collectivités territoriales. Il faut être clair là-dessus. Simplement, je regarde les choses en face : à l'hôpital, on devra renouveler ceux qui partent à la retraite. Pourquoi ? Parce que l'hôpital vit une crise, il manque des professionnels de santé et on s'est collectivement trompé, gauche, droite, tout le monde confondu. Il y a une quinzaine d'années, on pensait qu'en réduisant l'offre de soins, on baisserait les coûts. Ce n'est pas vrai parce que ça ne réduit pas le nombre de malades. Et donc du coup, ça coûte plus cher à l'hôpital parce que quand il vous manque des professionnels, vous faites appel à des vacataires, c'est encore plus coûteux.

Par contre, côté État, on peut largement ne pas renouveler 50 000 départs à la retraite, en gardant des priorités sur la sécurité, la justice, l'éducation. J'ai dirigé un ministère où on peut ne pas renouveler beaucoup de fonctionnaires qui partent à la retraite, en investissant. Il faut être très honnête là-dessus, cela s'articule avec quoi? Avec un vrai plan d'investissement. C'est pour ça que, j'ai toujours dit aussi, on a besoin en même temps qu'on fait des économies courantes d'investir sur la transformation de l'État. C'est l'aberration qu'on a depuis des années. On demande à un même ministère de faire des économies en fonctionnement et en investissement. Sur ce volet-là, il faut distinguer les deux : il faut faire des économies en fonctionnement, baisser le nombre de fonctionnaires, mais il faut savoir investir pour la transformation du ministère. En la matière, il y a plusieurs milliards d'euros qui seront dépensés pour créer des systèmes d'information, créer des vraies économies dans ces ministères ; et grâce à ces réorganisations, ne pas renouveler des postes de fonctionnaires.

Sur la fonction publique territoriale, il en sera de même. D'ailleurs je suggère que, dans les métropoles qui le souhaitent, on puisse fusionner la métropole et le département. Ce qui fera, là aussi, des économies, ce qui permettra de ne pas renouveler des fonctionnaires. Et là, je suis clair : je ne propose pas de supprimer les départements dans la ruralité, ils sont très importants. Mais je propose dans les métropoles... Vous prenez Aix-Marseille et le département des Bouches-du-Rhône, il doit y avoir vingt-trois communes, en dehors de la métropole, dans le département. Ça n'a plus de sens : il faut fusionner tout ça, créer des économies et ainsi pouvoir ne pas renouveler ces postes.

Enfin, pour la promotion, je suis très clair, je souhaite que les fonctions publiques soient gérées de manière beaucoup plus autonome. Parce qu'aujourd'hui, quand on augmente le point de la fonction publique hospitalière, ça augmente le point de la fonction publique d'État et de la fonction publique territoriale. Ce qui fait que toutes les collectivités territoriales ont eu un milliard de coûts subis quand on a décidé d'augmenter le point l'année dernière et que les hauts fonctionnaires de Bercy, dont j'étais, n'ont pas besoin d'avoir leur point augmenté quand on veut récompenser les infirmières ou les personnels de santé. Donc il faut le séparer et avoir cette gestion beaucoup plus souple.

**Public** : Bonsoir Monsieur Macron, je suis élu local, adjoint aux finances à la ville de Bergerac et je vous pose une question sur les finances des communes - et en même temps je suis vice-président de la communauté d'agglomération, en charge de la santé. Alors pour les finances, vous savez, les communes ont subi beaucoup de baisses de dotations, ces dernières années, dans le cadre de l'effort demandé pour le redressement financier du pays. Alors on sait que dans votre projet il y a la suppression de la taxe d'habitation. Vous savez qu'il y a l'inquiétude de beaucoup d'élus qui se disent "comment ça va se passer ces dix milliards : comment l'État va justement assurer le maintien des dotations des communes?" Ça, c'est la première question, au niveau financier, et la deuxième question, c'est en rapport avec la santé : vous savez que c'est la priorité des Français, la désertification médicale est quelque chose qu'on subit dans nos communes, dans nos territoires et vous avez parlé des maisons de santé. Nous avons des maisons de santé ! Parfois elles sont vides et le problème est donc d'attirer des médecins dans nos communes. Merci

**EM** : Sur ces deux points. Le premier : la taxe d'habitation. Je l'ai dit, ça représente, si on exonère la taxe d'habitation pour 80% des Françaises et des Français, dix milliards d'euros. On le financera par les économies qu'on dégage. C'est un choix que je fais : on fera, à horizon 2022, soixante milliards d'économies par an. Quarante milliards pour baisser le déficit, dix milliards pour baisser les cotisations et les impôts des sociétés, dix milliards pour baisser les impôts des ménages. C'est sur la taxe d'habitation qu'on le fera, donc ce sera compensé pour les communes, avec un suivi semestriel pour bien corriger les bases. Ce qui veut dire que si vous êtes maire, que vous avez des nouveaux habitants qui sont dans la part exonérée, on corrigera cela et donc il y aura une correction sur vos finances locales et vous ne serez pas pénalisé. C'est pour cela que c'est techniquement un mécanisme d'exonération : il n'y aura pas de perte.

Dès le début du quinquennat, je mettrai en place cette conférence territoriale qui réunira l'ensemble des associations d'élus (régions, départements, communes) et qui, tous les six mois, se tiendra autour du Premier ministre pour décider, dès le début, de la trajectoire de finance publique, de la stabilité des dotations, des efforts demandés, justement, aux collectivités en fonctionnement, mais des efforts qui ne passeront pas par une baisse unilatérale de la dotation et un suivi semestriel sera fait qui inclura ce point.

Ensuite, pour la santé, vous avez raison, la structure ne suffit pas mais il faut d'abord la créer. C'est l'engagement que je prends et c'est l'État qui le portera et enfin il faut pour cela qu'on ait des politiques d'incitation et ça, c'est à l'État et aux collectivités d'avoir une vraie politique incitative pour attirer des professionnels de santé sur le terrain. Après, c'est de l'ingénierie locale. C'est donner la possibilité pour le conjoint aussi de trouver un emploi sur le terrain, c'est la possibilité d'avoir une prime pour les premières années à l'installation : ce sont toutes ces mesures concrètes.

On peut prendre encore combien de questions? Deux.

Je vais répondre à celle-ci.

[**Sonia S.** : Pensez-vous aider les gens comme moi qui ont du mal à retrouver un emploi après 40 ans?]



**EM** : Alors, pour retrouver un emploi après quarante ans... "Les gens comme moi" et c'est une femme... C'est encore plus difficile mais c'est difficile pour tout le monde, après quarante ans. Le coeur de la bataille qu'on conduit, c'est celui de la formation tout au long de la vie. Aujourd'hui, le problème que notre société a avec le chômage de longue durée, c'est qu'il n'y a pas assez d'agilité dans l'économie française, c'est toutes les réformes que je veux conduire au début du quinquennat ; mais c'est aussi qu'il n'y a plus toujours les compétences qui permettent de retrouver une place dans la société et l'activité économique parce que nous sommes face à des changements technologiques profonds et qu'il y a des secteurs qui disparaissent et d'autres qui arrivent. Et on a un système de formation continue qui forme bien les gens déjà bien formés qui sont dans l'entreprise. Quand on dépense cent euros de formation continue, il y a environ dix euros qui vont vers les chômeurs.

Donc, on va faire deux choses : un, transformer le système de formation continue pour l'accrocher à l'assurance chômage et faire que dès que vous êtes au chômage, on fait un bilan de compétences. Si vous n'avez pas une compétence qui permet de retrouver un emploi, on vous forme et on vous prodigue une formation qui peut être d'ailleurs de six mois, un an, un an et demi - ce qu'on ne fait pas du tout aujourd'hui - qui vous permet de retrouver un emploi et donc vous requalifie, quel que soit l'âge.

Et la deuxième chose, c'est qu'on investit sur les personnes. Dans ce plan de cinquante milliards d'euros, il y aura quinze milliards d'euros sur la qualification des plus jeunes et des moins jeunes pour justement retrouver des qualifications qui correspondent aux besoins : dans les services environnementaux, dans la dépendance, dans tous ces secteurs qui sont aussi en train de se développer et sur lesquels on a très peu de formations existantes.

Question de la salle.

**Public** : Une question sur le secteur forestier. Bernard François, je suis administrateur d'un syndicat de sylviculteurs. Vous soutenez l'agriculture avec un plan très précis. Est-ce que vous comptez, pour le secteur forestier, mettre en place le même type de plan? D'autant plus que la forêt joue un rôle fondamental dans la lutte contre le changement climatique et qu'un arbre met cinquante ans à pousser et qu'il faut absolument renouveler la forêt française.

**EM** : Alors oui, parce que la forêt française en plus, c'est l'un des plus grands scandales économiques que je connaisse. J'ai essayé modestement, quand j'étais ministre, avec l'actuel ministre de l'Agriculture, de bouger les choses. D'abord, c'est une filière qui s'entend assez mal et donc on a beaucoup de mal à lui faire signer des documents communs. On avait presque réussi. Mais aujourd'hui, la filière justement française, alors qu'on a l'une des plus grandes forêts d'Europe et l'une des plus riches, fait qu'on importe les produits finis en bois. C'est une aberration complète. On ne valorise pas notre forêt, on a un coût carbone qui est négatif alors même que sur le plan environnemental et économique, on devrait être gagnant.

Ça suppose de faire quoi? Un, d'avoir un vrai travail qui est très compliqué et juridique, qui n'est pas simplement un plan d'investissement, sur le remembrement de la forêt française, la réorganisation, pour pouvoir l'exploiter. Là, c'est aussi la filière et les petits propriétaires qui doivent nous y aider. C'est une responsabilité collective. C'est mon souhait. Mais si on veut avoir une forêt exploitable, il faut une forêt organisée de manière exploitable.

**Seul le prononcé fait foi.**

Ensuite, c'est de moderniser nos scieries, justement. On a là-dessus une perte de compétitivité. Je me souviens, ministre, avoir eu la fierté de rouvrir l'entreprise Gascogne, dans les Landes, qui est clé dans votre filière et qui permettait d'exploiter, justement, beaucoup de bois qui ne venait pas que de la région. On doit avoir un vrai plan de modernisation de nos scieries. C'est un plan de développement, ça fait partie des plans de développement et de ces industries du futur que je veux porter, pour permettre à la filière de s'organiser. Il y a un vrai défi d'organisation, il y a un vrai défi juridique mais c'est un des secteurs où, si on s'organise bien, en dix ans, on peut devenir exportateurs là où nous sommes importateurs. Et il y a aussi des débouchés en termes de logement.

Je prends cette question-là puis je prendrai une dernière question de la salle.

**[Question de Daniel HA : À un jeune de vingt ans, vous lui proposez quoi, à part chauffeur Uber ?]**

**EM** : Alors, c'est une option, mais je ne fais pas de publicité. D'abord, je n'ai jamais proposé à un jeune de vingt ans de faire chauffeur Uber. Je me suis battu contre les gens qui voulaient interdire que ce soit possible. Ce qui est totalement différent. Donc je ne suis pas pour qu'on mette des barrières à l'accès. Par contre, je suis ensuite pour qu'on régule et qu'on crée des droits. À un jeune de vingt ans, moi, je ne lui promets rien. J'ai eu, il y a quelques années, vingt ans, je n'attendais pas qu'un politique me promette quelque chose. Et d'ailleurs, je suis assez hostile à l'idée que le rôle d'un politique, ce soit de promettre le bonheur. Certains ont essayé, c'étaient plutôt des régimes assez totalitaires. Donc la fonction d'un politique et moi, le projet que je veux porter, c'est un projet pour le pays et c'est de permettre à chacune et chacun de vivre dignement la vie qu'il aura choisi d'avoir, quelle qu'elle soit. Et donc, à un jeune de vingt ans, c'est ça, que je lui propose. C'est d'abord d'être formé comme il se doit, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Et c'est pour ça que le premier chantier que j'ai défini, c'est celui de l'école. Quels que soient, d'ailleurs, les territoires. Aujourd'hui, quand on a 20% de nos jeunes qui ne savent pas bien lire, écrire, compter, en CM2, quand on a des problèmes d'orientation, au collège, en lycée, que nous avons, quand on a les taux d'échec au premier cycle universitaire que nous avons, où, dans certains cycles, il y a près de 60% des élèves qui ne finissent pas la première année, on ne donne pas à un jeune de vingt ans les moyens de réussir. Donc refonder l'école, donner les moyens, par la politique, justement, de baisse du nombre d'élèves par classe en zone REP et REP+, en donnant plus d'autonomie, en rouvrant des écoles, en créant les travaux dirigés, des heures de cours, partout en France, quels que soient les secteurs, en investissant dans l'orientation, en collège et au lycée, en formant les enseignants - vous avez tout à fait raison - et en ayant une vraie politique d'évaluation et de contrôle de l'entrée dans le cycle universitaire, et en développant l'apprentissage, j'estime que je fais ce que je dois faire pour un jeune de vingt ans. Tout ça, c'est déjà une montagne et je veux que dans les cinq ans qui viennent, on puisse le faire. C'est cela, ce que je propose à un jeune de vingt ans aujourd'hui.

Dernière question !

**Public** : Monsieur MACRON, pour revenir sur le thème de la soirée, on était sur le thème de la ruralité - je suis là, désolé, à votre droite. On va revenir sur la ruralité. Les acteurs qui font vivre la ruralité ce sont les exploitants agricoles, et revenir sur ça. Vous parlez aujourd'hui de couvrir les prix, mais vous n'avez pas parlé de couvrir les

**Seul le prononcé fait foi.**

rendements. Aujourd'hui, on a des rendements qui sont bas, on n'a pas de qualité dans l'exploitation actuelle. On vient de le voir, je travaille dans une compagnie d'assurances et on est en train de faire des déclarations de sécheresse sur les aléas climatiques, en ce moment, sur les récoltes. Que comptez-vous faire sur l'assurance récolte, pour couvrir nos exploitants agricoles, alors pas des prix, mais de l'aléa climatique en tant que tel ?

**EM** : Il y a le jeune homme là, je vois, qui lève la main. Comme c'est le plus jeune, à mon avis, de la salle, s'il a une question, on peut lui donner la parole et je réponds aux deux questions en même temps. Vas-y, tu avais une question !

**Public** : Bonjour monsieur MACRON.

**EM** : Est-ce que tu avais une question ?

**Public** : Il voulait, en fait, poser une question par rapport à ce que vous avez dit tout à l'heure, au niveau de la ruralité. Il me l'a demandé, donc je vous transmets l'information : est-ce que vous allez aider les agriculteurs à faire, pour la génération à venir, en particulier de lui, est-ce que vous allez les aider à faire une transition pour amener à avoir une agriculture biologique ? Voilà.

**EM** : Allez-y. Vas-y, dis-le comme ça. Dites-le comme ça.

**Public** : En ce moment il y a des attentats, et je me demande, est-ce que vous serez strict pour remettre la France en ordre et éviter les attentats ? Parce qu'en fait, c'est plutôt dangereux et il y a des fois, j'ai un peu peur.

**EM** : Alors, et je conclurai là-dessus, chers amis, parce que sinon, on pourrait passer la nuit ensemble, mais on doit repartir. Je ne pourrai pas répondre mais après, je répondrai à d'autres questions par Internet, je m'y engage, et les questions, certains les ont posées pour toutes et tous et puis il y a la culture.

Sur la sécurité, en deux mots et je finirai sur la ruralité. Oui, mais être strict, ça n'est pas vociférer. Et donc, nous avons un problème de sécurité qui touche toutes les démocraties. Ce sont quoi? Des terroristes qui, au nom d'une religion, la détournant, attaquent justement nos capitales et ont tué, on le sait bien, nombre de nos concitoyens. La réponse, elle est à l'extérieur de nos frontières, en se battant justement contre ceux qui organisent ces attentats dans les pays où ils sont organisés, en Syrie - ça commence en Libye, en Afrique, au Mali -, ensuite c'est à l'intérieur de nos frontières, en renforçant les moyens de renseignement et en allant déjouer ces attentats avant qu'ils ne se produisent. C'est ça, être strict et c'est se battre contre toute forme de dérive dès qu'elle est perçue. C'est se donner les moyens et être concret. Mais ce n'est en aucun cas tomber dans le piège qu'ils nous tendent, c'est-à-dire considérer que nous avons un ennemi dans la République qui est celui qui a telle ou telle religion, considérer qu'on doit se diviser et aller vers la guerre civile. Il faut être très stricts face aux terroristes et très unis par ailleurs.

Je finirai donc sur la ruralité pour couvrir les trois points qui ont été évoqués avant de vous laisser et de repartir vers d'autres terres. Pour dire que sur la ruralité, oui, dans les projets d'accès qu'il y a, il y a aussi le projet d'accès à la culture qui bien souvent passe par les associations. Quand je parlais d'accès, tout à l'heure, on l'a vécu ensemble à

Villers-Cotterêts et à Château-Thierry, l'accès à la culture, aux salles de spectacle et donc la possibilité offerte aux collectivités de maintenir les subventions à l'activité culturelle dans la ruralité est indispensable. C'est une des raisons qui d'ailleurs m'a conforté dans la volonté de maintenir les dotations sur le quinquennat et d'accompagner des efforts en fonctionnement mais pas en baisse de subventions ou en baisse d'investissements parce que c'est ça qui tue la culture dans nos territoires. Et donc, d'avoir des salles qui sont attractives, de permettre aussi l'accès à la culture pour les plus jeunes. C'est pour ça que nous avons pris la décision du Pass Culture qui permettra aux plus jeunes aussi, dans la ruralité, d'aller à la salle de spectacle qui peut être lointaine, d'acheter le bien culturel qu'il veut à ses dix-huit ans et enfin d'ouvrir les bibliothèques plus tard le soir ou en week-end, financées par l'État et donc accompagnant les collectivités locales.

Pour ce qui est des exploitants agricoles, ce qui est indispensable, c'est d'abord, en effet, de pouvoir garantir le prix juste - j'ai entendu votre point sur les calamités naturelles mais si aujourd'hui, le prix payé ne correspond pas à ce qui est investi et à la réalité de la production, ça ne peut de toute façon pas fonctionner donc c'est la première chose que nous corrigerons. Ensuite, sur les calamités naturelles et les différents risques. Je sais aujourd'hui les difficultés que vous avez avec les assurances privées. Et donc ça fait partie, pour moi, des états généraux de l'alimentation. L'année dernière, je voyais encore, il y a quelques semaines, quelques jours, les exploitants agricoles de la région parisienne qui avaient eu à subir les inondations - ils n'ont quasiment pas été indemnisés, ils sont en pure perte. Je sais qu'aujourd'hui, sur les assurances privées, beaucoup d'entre vous seront en pure perte et donc on doit améliorer le régime d'assurance. Ça passera par une négociation avec les assureurs. Ce n'est pas l'État qui peut couvrir la totalité de ces calamités. De manière responsable, je ne saurais vous le garantir. Par contre, ce que je veux derrière, c'est qu'on puisse, dans des années exceptionnelles comme celles-ci, avoir des mécanismes exceptionnels, en plus de l'assurance privée, et pour les autres problématiques, en particulier de volatilité des prix, qu'on ait une vraie réponse européenne parce que l'Europe doit aussi apporter une réponse à ce sujet. Et donc, vous l'avez compris, la réponse à ces problèmes, pour les exploitants agricoles, elle passe par un mix de l'Europe, de l'État et des pouvoirs publics et des assureurs.

Enfin, pour la jeune génération qui vient, elle aura, je l'espère, d'abord un vrai accompagnement. Ce que je souhaite et ce que je mettrai en place, ce sont des prêts d'honneur pour les jeunes qui souhaitent reprendre, justement, les exploitations agricoles et avec ces prêts d'honneur, c'est d'ouvrir la Banque publique d'investissement au financement de la reprise de l'exploitation, ce qui aujourd'hui n'est pas possible. Ensuite, c'est de développer ces nouveaux modèles. Je veux qu'il y en ait plusieurs. Il n'y aura pas que l'agriculture, l'agro-écologie ou des formats agricoles de circuit court. Je veux que ceux-ci puissent se développer, c'est l'un des objectifs du plan d'investissement agricole, je veux que les circuits courts puissent se développer. C'est pour cela que je me suis fixé cet objectif dans le quinquennat d'avoir 50% de ce qui est servi dans la restauration collective qui soient ou circuits courts ou bio ou écologiques et derrière, il y aura toujours de la production en AOC, en AOP de qualité et il y aura de la production intensive pour l'export. Il faut que tous ces modèles puissent cohabiter parce que c'est la richesse de l'agriculture française. Voilà.

Voilà, Mesdames, Messieurs, je voulais vous remercier d'avoir été là ce soir, remercier aussi les élus parce que Madame le Premier ministre, chère Edith, j'ai rendu hommage au fait que dans cette ville - je pense qu'on peut applaudir Edith CRESSON et merci à

**Seul le prononcé fait foi.**

tous les deux d'être là... Et vraiment, je veux toutes et tous vous remercier parce que ce soir, vous êtes des élus de tous bords qui êtes là, vous avez pris vos responsabilités et vous êtes là portant le visage de cette France de projet à laquelle je crois. Vous avez eu des différences par le passé, il y en aura peut-être dans le futur, que sais-je. Mon souhait, c'est que pour les cinq ans à venir, toutes et tous qui êtes là soyez réconciliés dans un projet commun, pas simplement pour faire barrage au Front National mais parce que je crois très profondément que nous partageons les mêmes valeurs. Nous partageons les mêmes objectifs pour la société et l'économie françaises, nous partageons les mêmes ambitions pour la France dans l'Europe, nous partageons la même exigence et je voulais vous dire ce soir que je suis très conscient du moment que nous vivons et très conscient du geste que beaucoup d'entre vous ont fait en venant ici et très conscient du geste que beaucoup d'entre vous, dans cette salle, ont fait en vous engageant très tôt et en venant. C'est quelque chose qui, si je suis élu, m'obligera, pour les années à venir. Je ne le prends pas comme un chèque en blanc ou un soutien qui vaudrait tout pouvoir. C'est encore plus difficile que d'être élu avec un parti classique parce que ça imposera, jusqu'au bout, de réconcilier, de tenir un projet cohérent et de le faire à chaque instant en rassemblant toutes et tous.

Donc merci, vraiment, à vous, merci à vous d'être là avec nous ce soir, j'y suis extrêmement sensible et, je vous le dis, nous avons un projet pour la France, pour la France dans l'Europe, pour la ruralité, et donc je vous le dis à toutes et tous qui êtes là, à toutes et tous qui nous suivez, partout en France, portez ce projet avec fierté et, jusqu'au 7 mai, battez-vous, allez convaincre, lutez pour ce projet, frappez aux portes pour qu'ils sortent et qu'ils aillent voter parce que nous avons besoin, le 7 mai, d'avoir la victoire la plus large possible. Cette victoire sera notre fierté et cette victoire, elle nous obligera.

Merci à vous, merci pour votre confiance !  
Vive la République ! Vive la France !

*(Marseillaise)*

## ***Aller plus loin***

**Le replay >**

[youtu.be/XZDMID2aSLA](https://youtu.be/XZDMID2aSLA)

**Article sur en-marche.fr >**

[en-marche.fr/article/meeting-chatellerault-video](https://en-marche.fr/article/meeting-chatellerault-video)

## ***Suivez Emmanuel Macron***

